



LOI DES FINANCES

Le budget 2017
évalué à plus
de 7 milliards
de dollars

Le projet de loi des finances 2017 présenté le mardi à l'Assemblée nationale par le Premier ministre Tshibala, est en augmentation de 68,8 % comparativement à celui de 2016 du gouvernement Matata. Ce budget est en équilibre tant en recettes comme en dépenses, soit 11.301,7 milliards FC contre 6.694,5 milliards FC pour le précédent budget.

Trois secteurs prennent à eux seuls 74,4 % des dépenses. Il s'agit des équipements, du transfert et intervention de l'Etat et des dépenses du personnel. Les dépenses liées aux équipements viennent en première position avec 2.723,6 milliards de francs congolais, soit 27,2 % des dépenses par rapport à leur niveau de 2016 de l'ordre de 831,8 milliards.



Les déplacés du Kasai central

SANCTIONS EUROPÉENNES

La majorité riposte,
l'UA s'interpose

La coalition au pouvoir estime que les sanctions infligées à neuf officiels congolais constituent une entorse au principe fondateur de la coexistence pacifique et égalitaire entre Nations. Pour Aubin Minaku, secrétaire général de la majorité, les sanctions de l'UE ont été prises sans réelle enquête ni preuves. La démarche, d'après lui, n'est pas positive et les accusations sont superficielles.

Entretemps, l'Union africaine est en passe de convoquer une réunion en vue d'apporter son soutien à la RDC. C'est ce qu'a déclaré le 30 mai Georges Chicoti, ministre angolais



Le siège de l'Union européenne

des Affaires étrangères. « On ne peut pas résoudre les problèmes congolais avec le recours aux sanctions précoces », a-t-il déclaré. **Page 2**

CRISE DANS LE KASAÏ

Le Fonds humanitaire disponibilise
une enveloppe de 3 millions de dollars

Les déplacés du Kasai central

Le coordonnateur humanitaire, le Dr Mamadou Diallo, a approuvé une allocation de 3 millions de dollars pour financer une assistance aux populations affectées par le conflit dans les provinces du Kasai, Kasai central et Kasai oriental. Cette enveloppe financera des activités dans les domaines de la protection, des soins de santé primaire et de la logistique menées notamment

par le Programme alimentaire mondial (PAM) et des ONG.

Il y a quelques semaines, le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) et le Fonds humanitaire pour la RDC avaient alloué près de dix millions de dollars pour financer les premières interventions d'urgence dans la région. **Page 3**

ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

Les partis politiques et la société civile appelés à sensibiliser davantage la population

Depuis le lancement des opérations d'enrôlement à Kinshasa, la situation est catastrophique sur le terrain. Une frange de la population ne réalise pas encore que cette

activité est primordiale pour l'organisation des élections attendues en RDC. Alors que la Ceni s'apprête à lancer ces opérations sur toute l'étendue de Kinshasa

après leur expérimentation dans les quatre communes pilotes, il n'est pas encore tard pour les partis politiques et la société civile, de sensibiliser davantage la population en

lui expliquant le bien-fondé de l'enrôlement qui est un devoir civique, ou mieux, un droit censé lui permettre de se doter des dirigeants de son choix. **Page 2**

ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

Les partis politiques et la société civile doivent sensibiliser davantage la population

Celle-ci doit savoir que ces opérations sont les seules à pourvoir un potentiel candidat, des électeurs pour lui permettre de gagner le siège convoité, à moins de vouloir user de la fraude ou de la corruption.

Les opérations d'enrôlement des électeurs ont débuté à Kinshasa par quatre communes sur les 24 que compte la mégapole. Les autorités de la Céni ont, en effet, promis de lancer progressivement ces dites opérations dans les autres communes restantes. Mais, sur le terrain, la situation est catastrophique car la population, du moins, une frange de la population ne réalise pas encore que ces opérations sont primordiales pour l'organisation des élections attendues en RDC.

Cette ignorance s'est manifestée lors de la caravane organisée, le samedi 27 mai 2017, par la Centrale électorale, pour lancer ces opérations dans la ville-province. Tout au long du trajet, vers Lukunga et Funa, certains Kinois- même ceux qui étaient censés être des lettrés- ont qualifié la Céni et les participants à cette activité, de tous les noms des oiseaux du monde. « *Au lieu de nous amener l'argent, vous nous parlez d'enrôlement* », ont scandé les uns alors que les autres ont montré le mauvais état de la route aux caravaniers à qui ils ont demandé de trouver une solution.

C'est le moment ou jamais ! La victoire, pour un potentiel candidat à n'importe quel scrutin, dépend, on le sait, du nombre d'électeurs enrôlés pour « son compte ». Donc, si dans « son compte », un candidat n'a pas un nombre suffisant lui permettant de gagner son siège, il ne pourra

se dessiner maintenant », a soutenu un des caravaniers. Que les élections soient organisées en décembre prochain, comme le veut l'Accord signé en décembre 2016 ou plus tard, l'enrôlement des électeurs restent, a-t-il poursuivi, l'unique occasion qui permet à un candidat de « garnir



Le siège de la Céni, à Kinshasa.

pas faire un miracle, à moins d'user de la tricherie ou de la corruption. En voyant donc cette position d'une partie de la population envers l'enrôlement des électeurs dont les opérations ont été lancées à Kinshasa, on se dit que les partis politiques et la société civile ont là de la matière, pour sensibiliser davantage leurs membres et la population tout entière. « *Ils sont distraits aujourd'hui alors que certains autres appellent leurs membres à s'enrôler. On verra que demain, ils vont crier à la tricherie alors que les choses*

son compte », en envoyant s'enrôler ses potentiels électeurs. Pendant que la Céni s'apprête à lancer ces opérations sur toute l'étendue de la ville-province de Kinshasa, il n'est pas encore tard, pour ces partis politiques et la société civile, de sensibiliser encore plus cette population, en lui expliquant que s'enrôler, qui est un devoir civique, constitue également un droit, pour permettre à la population de se doter des dirigeants de son choix, sinon, on aura raté ce virage et ce sera le crash.

Lucien Dianzenza

SANCTIONS EUROPÉENNES

La majorité riposte, l'UA soutient la RDC

La coalition au pouvoir estime que les sanctions infligées à neuf officiels congolais constituent une entorse au principe fondateur de la coexistence pacifique et égalitaire entre Nations.

La réaction de la majorité présidentielle ne s'est pas faite attendre après les sanctions de l'Union européenne (UE) infligées à neuf officiels congolais réputés proches du régime. Ces sanctions, on le sait, ont consisté principalement en un gel de leurs avoirs et une interdiction de voyager dans l'Union. Pour la coalition au pouvoir qui réagissait par le biais de son secrétaire général, les sanctions décidées par l'UE ont été prises sans réelle enquête ni preuves. Aubin Minaku relativise ainsi la portée desdites sanctions qui ne découlent, selon lui, d'aucune enquête sérieuse.

Le secrétaire général de la majorité présidentielle est relayé dans ses propos par la Convention des Congolais unis (CCU), un des partis membres de la coalition au pouvoir. D'après ce parti politique, ces sanctions émanant d'une organisation à laquelle la RDC n'appartient pas sont, d'un point de vue du droit international, une entorse au principe fondateur de la coexistence pacifique et égalitaire entre nations. « *Aucune sanction à caractère international n'est envisageable contre un individu ou un Etat si elle n'est pas prise dans le strict cadre des prérogatives reconnues au seul Conseil de sécurité des Nations unies lequel se trouve dans l'obligation, le cas échéant, que de se conformer aux exigences des vérifications contradictoires requises* », soutient la CCU dans une mise au point de son bureau politique publiée le 30 mai dernier.

Et de poursuivre : « *La tentative de l'UE et des dirigeants de certaines autres puissances d'imposer aux africains un droit impérial qui supplanterait le droit international déjà détruit la Somalie, la Libye et le sud-Soudan. La RDC semble programmée pour devenir le quatrième dindon de la farce* ». D'autres voix au sein de la majorité exhortent à une riposte de la RDC face à ces sanctions tout en s'interrogeant sur leur impact sur la vie politique ou sur les personnalités concernées.

Entretemps, l'on apprend que l'Union africaine est en passe de convoquer une réunion en vue d'apporter son soutien à la RDC. C'est ce qu'a déclaré le 30 mai Georges Chicoti, ministre angolais des Affaires étrangères. « *On ne peut pas résoudre les problèmes congolais avec le recours aux sanctions précoces. L'UA va se réunir pour analyser et prendre une position qui irait dans le sens de soutenir la RDC et s'opposer à ces sanctions* », a-t-il déclaré.

Alain Diasso

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1^{er} niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :

Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubemlé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphonie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CRISE DANS LE KASAÏ

Le Fonds humanitaire disponibilise une enveloppe de 3 millions de dollars

Cette enveloppe financera des activités dans les domaines de la protection, des soins de santé primaire et de la logistique, menées notamment par le Programme alimentaire mondial (PAM) et des ONG.

Le coordonnateur humanitaire, le Dr Mamadou Diallo, a approuvé une allocation de 3 millions de dollars américains (USD) pour financer une assistance aux populations affectées par le conflit dans les provinces du Kasai, Kasai central et Kasai oriental. A en croire la note d'information de Ocha distribuée au cours de la conférence hebdomadaire de la Monusco du 31 mai 2017, l'objectif de cette décision est « d'assurer la survie des populations affectées dans les zones qui ont accueilli ou pourraient continuer à accueillir des personnes déplacées/retournées dans les prochains mois ».

Cette enveloppe, a expliqué ce document, financera des activités dans les domaines de la protection, des soins de santé primaire et de la logistique, menées notamment par le Programme alimentaire mondial (PAM) et

des ONG. Ocha a, par ailleurs, indiqué que de plus, la Suède venait d'allouer 230 mille dollars USD à l'ONG Save The Children pour financer des projets de protection de l'enfant et 575 mille USD au Norwegian Refugee Council (NRC) pour une intervention en éducation d'urgence.

Il est rappelé qu'il y a quelques semaines, le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) et le Fonds Humanitaire pour la RDC avaient alloué près de 10 millions de USD pour financer les premières interventions d'urgence dans la région.

Fin avril 2017, note Ocha, un appel d'urgence d'un montant de 64,5 millions de USD avait été lancé par la communauté humanitaire pour répondre à la crise dans la région du Kasai qui touche désormais 8 des 26 provinces que compte la RDC.

En mars dernier, le Start Fund du Royaume-Uni avait alloué près de 360 mille USD aux ONG Action contre la faim et Christian Aid pour apporter une assistance aux personnes retournées de la province du Kasai.

Lucien Dianzenza

C1 ET C2 AFRICAINE

V.Club défie Saint George à Addis Abeba, Mazembe reçoit Supersport Utd

Le week-end sera africain pour la RDC avec deux importantes rencontres. En Ligue des champions, V.Club est obligée de l'emporter en déplacement face à Saint George à Addis-Abeba alors que Mazembe devra se rassurer en se frottant avec Supersport United en Coupe de la Confédération.

Les deux premières journées de la phase des groupes (8e de finale) de la Ligue des champions ont été catastrophiques pour l'AS V.Club, battue d'abord à Tunis (1-3) par l'Espérance sportive de Tunis (Tunisie), et ensuite à Kinshasa devant son public au stade des Martyrs (1-3) par Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud). Une victoire contre la formation de Saint George à Addis-Abeba en Ethiopie en troisième journée sera peut-être un début afin de se relancer dans son groupe.

La délégation des Dauphins Noirs a de ce fait quitté Kinshasa le mercredi 31 mai 2017 par un vol direct en direction de la capitale éthiopienne. V.Club défilera, le dimanche 4 juin 2017, le club éthiopien de Saint George. La délégation du team vert et noir de Kinshasa est forte de trente-huit personnes dont vingt-trois joueurs, apprend-on.

Pour sa part, la Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral rwandais pour cette rencontre hyper importante pour la survie de V.Club en Ligue des champions. Notons qu'une défaite hypothéquera quasi définitivement les chances de sortir des groupes de huitième de finale de la plus prestigieuse compétition africaine interclubs.

Si V.Club a une posture peu flatteuse en Ligue des champions, l'équipe demeure cependant dans le peloton de tête du Play-Off du championnat national de football après sa récente victoire (2-0) sur la formation de Sanga Balende en 8e journée de cette étape de la Division 1. V.Club compte 15 points, même nombre que le TP Mazembe et le FC Renaissance du Congo dès le début de la manche retour du Play-Off de la Division 1. On rappelle que dans ce groupe, l'Espérance de Tunis et Mamelodi Sundowns ont chacun quatre points, avec un même

goal différence de +2. Saint George a fait deux matchs nuls (0-0 contre Mamelodi Sundowns à Pretoria) et (0-0 face à Espérance sportive de Tunis à Addis-Abeba), et compte de ce fait deux points. V.Club est dernier avec zéro point engrangé.

Mazembe confiant face à Supersport...

En Coupe de la Confédération, le TP Mazembe accueille, le même dimanche dans son stade de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, la formation sud-africaine de Supersport United en troisième journée de la phase des groupes. Le Nigérian Ferdinand Udoh Aniete a été désigné par la CAF pour officier cette rencontre dont le coup d'envoi sera donné à 15h30', heure locale. Mazembe est co-leader du groupe avec le club de Pretoria qui s'était imposé en deuxième journée en déplacement à Libreville face au CF Mounana par cinq buts à trois. Un match prolifique en buts, alors que Mazembe imposait un nul d'un but partout à Horoya AC à Conakry en Guinée. En première journée, Mazembe avait battu Mounana à Lubumbashi par deux buts à zéro, alors que Supersport United évitait une défaite face à Horoya en concédant un match nul de deux buts partout.

Supersport et Mazembe compte chacun 4 points, alors qu'Horoya est troisième avec 2 points. Mounana du Gabon est lanterne rouge avec zéro point.

Le match du dimanche entre Mazembe et Supersport United se présente un peu comme la finale du groupe, alors qu'Horoya AC a la possibilité de se relancer avec une victoire obligatoire et profité peut-être d'un faux pas de deux leaders qui s'affronteront à Lubumbashi. La délégation de Mazembe a regagné Lubumbashi le mardi après avoir battu (4-3) le Daring Club Motema Pembe au terme d'une partie folle comptant pour la 8e journée du Play-Off du championnat national de football. Selon le programme, les Corbeaux de l'ex-Katanga devraient reprendre les entraînements hier mercredi avant la mise au vert prévue ce jeudi soir au Centre Futuka à Lubumbashi.

Martin Enyimo

SANTÉ

Que peut-on attendre de la cohabitation des médecines européenne, chinoise et traditionnelle africaine en Afrique ?

La cohabitation observée désormais dans le continent entre ces trois médecines suscite plusieurs questionnements pour Olivier Nkulu Kabamba comme en témoigne le propos de son ouvrage paru ce mois de mai chez L'Harmattan.



Médecine européenne, médecine chinoise, médecine traditionnelle africaine. Leur face-à-face aujourd'hui en Afrique

Écrit en 183 pages, le livre intitulé Médecine européenne, médecine chinoise, médecine traditionnelle africaine. Leur face-à-face aujourd'hui en Afrique traite d'une réalité bien actuelle. L'auteur, docteur en éthique médicale, dévoile la significative prospection faite autour de cette cohabitation qui n'est pas sans susciter certaines interrogations légitimes. En effet, fils du continent lui-même et fort de sa formation universitaire en médecine tropicale et en santé publique, Olivier Nkulu Kabamba se demande bien comment il faudrait considérer l'avènement de la médecine chinoise en Afrique à ce jour. C'est dire qu'il est dubitatif quant à savoir si elle doit être tenue pour « une menace » ou au contraire pour « une chance pour le redéploiement de la médecine traditionnelle africaine ? ». L'auteur n'en reste pas à

cette seule interrogation. Et personne ne saurait lui reprocher de se demander encore si en « se développant de plus en plus en Afrique, la médecine chinoise y sonne-t-elle déjà ou sonnera-t-elle dans un avenir proche le glas du recul de la médecine européenne ? ». C'est plutôt encore très discutable, du moins pour le

cas spécifique de la RDC. À Kinshasa, par exemple, les centres de santé chinois suscitent un gros intérêt et accueillent assez de malades qui, le plus souvent y vont plus à la découverte que par véritable conviction. Mais il n'en reste pas moins vrai, comme le souligne l'auteur que dans l'ensemble de l'Afrique « se vit désormais, avec ou sans heurt, un intéressant face-à-face entre la médecine européenne, la médecine chinoise et la médecine traditionnelle africaine ». Pour d'aucuns cette pluralité d'expertises en soins de santé qui s'y observe de

plus en plus passe pour un effet de la mondialisation pas toujours bien accueilli. Néanmoins, il se trouve bien d'autres personnes qui voient d'un autre œil ce face-à-face entre ces trois médecines. Certains vont jusqu'à partager l'avis d'Olivier Nkulu pensant qu'il « est raisonnablement porteur d'espoirs », comme souligné en quatrième de couverture. Néanmoins, l'auteur reconnaît que malgré tout, il « comporte, hélas, surtout plusieurs interrogations et de nombreux défis par rapport aux soins médicaux offerts aux populations africaines en milieu urbain ». Ainsi en vient-il à se demander en dernier ressort : « Quels atouts obtiendrait-on en faisant collaborer ces trois médecines ? ». Une question qui ne tarderait peut-être pas si longtemps à trouver sa réponse, qui sait ?

Nioni Masela

BAS-UELÉ

Déploiement des volontaires de la Croix-Rouge pour lutter contre l'épidémie d'Ebola

Au total cent quarante-cinq volontaires de la Croix-Rouge congolaise et des agents de santé communautaires formés avec l'appui technique de l'Unicef viennent d'être déployés sur le terrain dans la province de Bas-Uélé. Ils ont reçu comme mission de sensibiliser les populations locales sur la prévention de la maladie à virus Ebola. Surtout que ces populations vivent dans des régions éloignées et difficiles d'accès.

Cette sensibilisation est une arme efficace pour prévenir la propagation de l'épidémie dans cette province car, il faut le reconnaître, comme l'a si bien dit le représentant a.i de l'Unicef en RDC, le Dr Tajudeen Oyewale : « Il n'y a pas de traitement pour la maladie à virus Ebola ». Nous avons vu, explique-t-il, dans les épidémies précédentes que travailler en étroite collaboration avec les travailleurs de santé et les communautés est le moyen le plus efficace pour informer rapidement le public sur les moyens de se protéger contre la maladie à virus Ebola et de prévenir la propagation de la maladie ».

Pour bien mener la riposte contre la maladie à virus Ebola et cela en appui au Plan d'intervention national, l'Unicef a

besoin de 2,8 millions de dollars américains. Entre-temps, cette institution de l'ONU sous la coordination du gouvernement et en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, a formé des bénévoles et des travailleurs communautaires sur la façon de chlorer l'eau, de désinfecter les foyers pour arrêter la maladie et sur des pratiques funéraires sécurisées, car les personnes décédées du virus Ebola sont contagieuses.

Le gouvernement, pour sa part, a décidé de rendre gratuits les services de santé locaux dans la zone de santé affectée de Likati pendant toute la durée de l'épidémie, dans le but d'encourager la population locale à se rendre dans leur centre de santé en cas de maladie. En outre, grâce à des fonds de l'Union européenne, un vol a pu être organisé et a permis entre autres à l'Unicef d'envoyer des fournitures médicales et des médicaments pour équiper les établissements de santé dans la région de Likati. Pour rappel, c'est le 12 mai que le ministre de la Santé publique a déclaré officiellement l'épidémie de la maladie à virus Ebola en RDC. Deux personnes ont été déclarées positives à la maladie à virus Ebola, dont une personne est décédée.

Aline Nzuzi

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL 2017

Des améliorations remarquables dans l'organisation

Les épreuves écrites du baccalauréat général session de mai 2017 ont été lancées ce 31 mai au Lycée Victor Augagneur dans l'arrondissement 2 Mvou-Mvou par le préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka dans un climat apaisé

Au total 22 199 candidats, dont 15 615 officiels et 6 584 candidats libres, repartis en 51 centres ont planché hier matin sur les mathématiques.

Contrairement aux années précédentes où des candidats au baccalauréat défilaient dans tous les centres le même jour de l'examen dans la recherche de leur nom sur les listes définitives et des centres d'examen, la session de mai 2017 a connu des améliorations remarquables dans son organisation.

« Il y a eu beaucoup d'amélioration parce qu'un mois avant, tous les enfants connaissaient déjà leur centre d'examen, cela nous réjouit. Au centre Victor Augagneur par exemple, nous n'avions eu aucune plainte ce matin, tous les enfants sont dans leur salle », a martelé le chef de centre adjoint de LVA 4, Gildas Niakissa.

Les listes étant affichées 4 semaines avant le déroulement des épreuves, les candidats se sont présentés à temps dans leur centre d'examen sans grincement de dent et ce, dans la satisfaction des organisateurs, s'est rejoui le directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alpha-



Alexandre Honoré Paka, pendant le lancement des épreuves «adiac»

bétisation, Jean Baptiste Sitou. Prenant la parole, Marie Geneviève Maloumbi, directrice générale de l'Alphabétisation s'est aussi félicitée de l'organisation : « Nous sommes contents parce que les enfants se sont présentés avant 7heures dans leur centre d'examen. Nous demandons au président de jury d'être vigilant et que les enfants travaillent dans la quiétude sans intimidation », a-t-elle dit.

Ce climat apaisé a, ainsi, permis au préfet de Pointe-Noire accompagné des représentants du

ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation et ceux de la commission de lutte contre la fraude au milieu scolaire de lancer les épreuves à 10heures. « Ne vous paniquez pas. Considérez les épreuves comme des exercices que vous aviez faits en classe pendant l'année scolaire. Ces épreuves ne sortent pas d'ailleurs, ce sont juste les révisions de vos cours », a indiqué, Alexandre Honoré Paka aux candidats. « Notre souhait est que l'examen se déroule normalement. Les surveillants

ne sont pas là pour aider qui que ce soit. La force publique est là pour sécuriser. Victor Augagneur regroupe en lui seul 4 centres, nous osons croire que tout se passe correctement », a-t-il ajouté avant de souhaiter bonne chance à tous les candidats.

S'expliquant sur les cas de fraude pendant l'examen, le chef de mission de la cellule de lutte contre la fraude en milieu scolaire dans le département de Pointe-Noire, Marie Françoise Tombet a souligné qu' : « on peut avoir ce qu'il faut pour écrire, on peut

étudier mais à un moment donné quelqu'un peut venir vous déranger; en vous glissant un bout de papier; c'est à ce moment qu'on parle de fraude. On peut partir de chez soi sans l'idée de tricher mais surplace on peut être tenté de tricher... En cas de fraude, la force de l'ordre, les surveillants, le chef de centre, le chef de la sécurité et même le chef du département se mettront ensemble pour prendre la décision », a-t-elle indiqué avec insistance.

Charlem Léa Legnoki

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



L'AFRIQUE EN BREF

GUINÉE

L'économie guinéenne devrait continuer sur sa tendance positive avec une croissance de 6,7% de son produit intérieur brut (PIB). Selon les projections du FMI, les secteurs minier et agricole - qui ont principalement contribué à la croissance réelle de 6,6% du PIB observée en 2016 - devraient continuer sur leur bonne lancée en 2017. L'institution financière prévoit également une accélération des activités de construction dans l'hôtellerie et l'énergie. En 2016, la Guinée a enregistré une hausse de plus de 50% à 27 605 000 tonnes de sa production de bauxite, son principal minerai, devenant quatrième producteur mondial devant l'Inde. En février dernier, le ministre des Mines a annoncé un objectif de production de 60 millions de tonnes du minerai d'aluminium pour 2020.

CAMEROUN

Quelque 15 219 entreprises ont été créées au Cameroun entre 2010 et 2016, avec l'appui de la Société financière internationale (SFI), un guichet de la Banque mondiale destinée au financement du secteur privé. D'après les responsables des sources, la création des centres de création des entreprises dans les régions a décuplé cette activité, puisqu'il faut seulement 72 heures pour créer son entreprise. En 2010 lorsque sont créés les deux premiers centres pilotes de Douala et Yaoundé, 712 PME ont vu le jour, un nombre régulièrement revu à la hausse avec la création des centres pilotes de création d'entreprises dans les autres régions du pays, ainsi que la simplification et la numérisation des procédures. Du coup, le nombre des PME créées est passé à 11498 en 2014, puis, à 13374 en 2015 et 15219 en 2016 en attendant les chiffres de 2017.

MALI

Le nouveau ministre de la Défense, Tiéna Coulibaly, veut réformer l'armée. Pour changer les choses, bâtir une armée nouvelle, il a engagé des consultations, des séances de travail. La semaine dernière, il a fait des déclarations fracassantes devant les députés, et ce mardi 29 mai, il poursuit ses rencontres. Le principal problème de l'armée malienne se situe au niveau du recrutement, a-t-il asséné. Seuls les plus méritants porteront le treillis, et il demande plus de rigueur sur le plan de la discipline. L'équipe du ministre malien de la Défense met également un accent particulier sur la formation. Fournir de véritables moyens de combat aux militaires maliens est un autre objectif du ministre. Une loi de programmation militaire a été déjà adoptée par le Parlement.

SÉNÉGAL

A quelques heures de la clôture du dépôt des listes en vue des élections législatives du 30 juillet, la large coalition formée par l'opposition annoncée comme le seul rempart au chef de l'Etat, est littéralement en train d'imploser. Décidément la famille Wade, qui tient son parti le PDS d'une main de fer n'imagine pas une alliance sans la diriger. Et, faute d'accord avec Khalifa Sall, Idrissa Seck et Malick Gackou, elle a donc décidé de former à la dernière minute une nouvelle coalition. « Une coalition gagnante », indique le parti, avec en tête de liste Abdoulaye Wade. Sauf coup de tonnerre de dernière minute, c'est donc une opposition affaiblie et désormais divisée qui se lance dans la campagne pour les législatives.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

AFRIQUE-ITALIE

Un lien prioritaire pour le futur

La Journée de l'Afrique, le 25 mai, a été l'occasion de proclamations enjouées à Rome mais aussi d'engagements concrets pour l'avenir.

Comme chaque année le 25 mai, Journée de l'Afrique, a été célébré d'une manière fastueuse à Rome et en Italie. Comme de tradition, les autorités italiennes ont tenu à marquer leur souci d'une relation plus fructueuse et plus dynamique entre le continent le plus géographiquement proche de l'Europe et l'Italie. Ce pays prend sur lui, en le voulant ou en renâclant, le poids des défis africains du moment : développement; pauvreté et surtout migrations. Sa parole compte donc là où le sort de l'Afrique se discute.

« La relation entre l'Italie et l'Afrique est une priorité de notre politique extérieure pour faire face ensemble aux défis communs ». Cette proclamation du ministre italien des Affaires étrangères, Angelino Alfano, entre dans une tradition. Au siège de son imposant ministère de la Farnesina, en bordure de Rome, M. Alfano saluait ainsi le 25 mai, dans l'après-midi, les ambassadeurs africains conduits par leur doyen, Mamadou Dékamo Kamara, l'ambassadeur du Congo-Braz-

zaville auprès du Quirinal, la présidence italienne.

La communauté africaine a tenu à marquer de manière particulière cette année le 54^e anniversaire de l'Organisation de l'Union africaine, devenue en 2002, l'Union africaine. Une célébration, a dit le ministre italien, « d'une grande valeur symbolique, surtout parce que survenant à quelques heures du sommet du G7 de Taormina (en Italie) et qui m'offre l'occasion de réaffirmer que la politique extérieure italienne doit plus que jamais rester tournée aujourd'hui vers la Méditerranée et vers l'Afrique ».

M. Alfano n'est pas seulement l'homme à manier des paroles polies et la langue de bois. Avant de prendre le portefeuille des Affaires étrangères en janvier dernier dans le gouvernement de M. Paolo Gentiloni, son prédécesseur devenu depuis son Premier ministre, M. Alfano fut ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Matteo Renzi. A ce titre, il a eu à gérer le phénomène

des flux migratoires, dont l'Italie est l'épicentre depuis plus d'une décennie. Aussi est-il dans son élément lorsqu'il affirme : « Le développement de la Méditerranée et de l'Afrique signifie paix, sécurité et prospérité pour nos peuples ». L'occasion de cette célébration a également permis l'annonce d'une nouvelle contribution italienne de 500.000 euros (plus de 327 millions de francs CFA) pour la Minusma, la mission de l'ONU au Mali et dans le Sahel.

Plusieurs allocutions ont souligné le volontarisme de la coopération italienne en Afrique, à commencer par celle de M. Pier Ferdinando, le président de la commission parlementaire pour les Affaires étrangères. Il a été lu aussi deux messages d'encouragement : l'un du président italien Sergio Mattarella et l'autre de M. Mohamed Cherid Diallo, l'ambassadeur dont le pays, la Guinée, assure la présidence tournante de l'Union africaine. M. Mamadou Dékamo Kamara a complété le tout par une vision de ce que l'Afrique attend de ses partenaires bilatéraux pour le futur.

Lucien Mpama



UNHCR
United Nations High Commissioner for Refugees
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

REPRESENTATION EN REPUBLIQUE DU CONGO

Case postale 1093
18, Avenue Emile Biayénda
Quartier Mission Catholique Sacré Cœur
Centre ville - Brazzaville
République du Congo

Tel. : 06 808 13 24/05 737 37 03
Fax: +41 22 739 7279

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° HCR/BZV/UAL/IAS/0005/2017-gdsa» POUR LA REHABILITATION DU BUREAU DE TERRAIN DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES A BETOU DANS LE DEPARTEMENT DE LA LIKOUALA»

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), lance un avis d'appel d'offres pour la réhabilitation du Bureau de terrain du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Bétou dans le Département de la Likouala

Les dossiers de candidatures sont à retirer à la guérite de la Représentation de l'UNHCR, sise au n° 18, de l'avenue Cardinal Emile BIAYENDA, quartier Cathédrale Sacré cœur, centre-ville.

Les offres signées et cachetées devront être déposées dans la caisse marquée à cet effet et placée à la réception de l'UNHCR Brazzaville, au plus tard le 30 juin 2017 à 14 h 00.

Brazzaville, le 30 mai 2017

Section Approvisionnements



AFRIQUE

Moins de 10% du contenu des médias traite des questions de développement du continent

Les questions de développement intéressent moins de 10% des thématiques abordées par les médias africains, a déploré le 30 mai à Dar es-Salaam en Tanzanie, le PDG de l'Initiative des médias d'Afrique (African media initiative), Eric Chinje.

«Nous avons constaté que moins de 10% du contenu de la presse africaine touche le fond du développement. D'où nous avons décidé de faire un effort particulier pour aider les journalistes à avoir une meilleure maîtrise de ces sujets», a-t-il déclaré.

Eric Chinje s'est exprimé lors d'un atelier de renforcement des capacités des journalistes africains en matière de couverture médiatique des questions d'urbanisation sur le continent.

Cet atelier de formation qui regroupe les journalistes de plus de 40 pays africains, prendra fin le 3 juin prochain. Il est organisé par l'Initiative des médias d'Afrique avec l'appui de la Banque mondiale. Au nombre des objectifs visés figure celui de permettre aux participants d'acquiescer les nouveaux réflexes dans le traitement des sujets liés au développement de l'Afrique.

«Nous organisons ces ateliers pour encourager la spécialisation dans les médias afri-

cains. Les centres urbains constituent les pôles de croissance économique. Or, il y a des normes que nos cités ne respectent pas. C'est pour cela que les grandes villes africaines ne contribuent pas à la croissance économique du continent. Donc, il faut repenser nos villes pour les transformer en pôles de production, de croissance économique», a signifié Eric Chinje.

Intervenant à son tour, la directrice de la Banque mondiale pour la Tanzanie, le Malawi, la Somalie et le Burundi, Belle Bird, a fait savoir que le portefeuille de son institution dédié au financement des projets en Tanzanie était de 4,4 milliards de dollars dont 21% pour l'urbanisation.

Elle a également expliqué que la population de Dar es-Salaam, estimée à 4,4 millions d'habitants, connaît une évolution rapide avec un taux de 6,5% chaque année.

Les questions d'urbanisation se posent avec acuité dans la ma-



Des participants à la formation (photo Adiac)

rité des grandes villes d'Afrique, où l'on assiste à une explosion anarchique des quartiers dérisoires, ainsi qu'au manque de réseaux fiables de distribution d'eau et d'électricité. A cela s'ajoutent les problèmes liés à la forte pression foncière et à la

dégradation de l'environnement. La population africaine estimée à plus d'un milliard d'habitants dont quelque 472 millions

ne maîtrisait pas, notamment l'importance de faire usage des données statistiques fiables dans nos articles. Cette

vivent en milieu urbain, selon la Banque mondiale.

Pour Lova Rafidiarisoa, journaliste évoluant au journal L'Express de Madagascar, cet atelier de formation arrive à point nommé.

«Il y a certaines choses qu'on

rencontre me permet de pouvoir aller plus en profondeur dans la couverture des événements concernant mon pays qui vit un développement en matière d'infrastructures», a-t-il dit.

Christian Brice Elion

Communiqué de presse

Concours « Jeunes Ambassadeurs du Partenariat UE-AFRIQUE 2017 » : les lauréats sont désormais connus et peuvent lancer leurs activités

Le 5 avril dernier, au cours d'un point presse organisé à sa résidence, l'Ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo, Mme Saskia De Lang, lançait officiellement le concours "Jeunes Ambassadeurs du partenariat UE-Afrique 2017". Après la phase des présélections puis des entretiens, les 5 équipes lauréates sont enfin connues. Elles ont été présentées à la presse ce lundi 29 mai 2017. A cette occasion, les représentants de chacun des 5 projets sélectionnés ont dévoilé les activités qu'ils comptent mener dans le cadre de ce concours. Ils se sont également vu remettre un passeport spécial, leur conférant désormais le titre de « Jeunes Ambassadeurs du partenariat UE-Afrique ». Découvrez les 5 lauréats et le résumé de leurs projets :

ATELIERS SAHM : spectacle mêlant slam, performance artistique, et peinture. La mise en scène se présentera sous forme de trois séquences entrecoupées de projections vidéo mettant en avant les témoignages et points de vue de citoyens recueillis dans la rue sur le partenariat UE-Afrique. Thème abordé : le développement humain sous l'angle de l'immigration clandestine.



EAD (ÉCOLE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT)

Au sein du département culturel de cette école de formation professionnelle, 9 jeunes (garçons et filles), apprentis cinéastes vont aller à la rencontre de leurs pairs, 5 jeunes congolais qui se sont lancés dans l'aventure de la création d'entreprise. Ces entrepreneurs ont bénéficié d'une formation d'appui à l'entrepreneuriat, dispensée par l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), une Ong de développement, elle-même bénéficiaire d'un financement de l'Union européenne. Quel regard ces jeunes entrepreneurs posent-ils sur le partenariat UE-Afrique via la formation qu'ils ont reçue ? quel impact dans leur activité ? Quels pistes d'amélioration ? C'est à ce travail très intéressant d'investigation que nos apprentis réalisateurs vont se livrer.

ESPOIR ET VIE : Sensibiliser les jeunes à la lutte contre le réchauffement climatique. C'est à ce thème d'une brûlante actualité que ce collectif d'étudiants en Communication et journalisme compte s'attaquer. Par le biais d'une série d'émissions radios qu'ils vont réaliser, l'objectif est d'amener les jeunes de leur génération à une prise de conscience sur les enjeux et conséquences de ce phénomène, notamment au Congo.

MK COMEDY : "Europe-Afrique : une histoire d'amour..." Derrière ce titre énigmatique, un duo de comédiens. Il se propose de revisiter les relations aux multiples facettes qu'entretiennent le couple UE-Afrique. Tant joyeuses, tantôt crispées mais toujours passionnantes et surtout, abordées sur le ton de l'humour, afin de mieux « faire passer le message » selon leurs propres dires !

A PROPOS DU CONCOURS « JEUNES AMBASSADEURS DU PARTENARIAT UE AFRIQUE 2017 »

- Lancé le 5 avril 2017 auprès de tous les jeunes s'intéressant aux relations entre l'Union européenne et l'Afrique et souhaitant s'impliquer dans un projet valorisant ces relations.
- Ce concours a pour but de contribuer au rayonnement du partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'Afrique.
- Ce concours a été organisé dans le triple contexte pour l'année 2017 du 60^{ème} anniversaire du Traité de Rome, du 30^{ème} anniversaire du programme Erasmus et de la tenue du 5^{ème} Sommet Union européenne-Afrique fin novembre. La jeunesse, thème transversal à chacun de ces événements est le cœur de cible de ce concours.

Objectifs :

- faire participer les jeunes aux discussions qui entoureront le 5^{ème} Sommet Afrique-UE
- Faire entendre leur voix, attirer l'attention sur ce qu'ils pensent de ce partenariat, ce qu'ils en attendent, la manière dont ils envisagent l'avenir de ce partenariat et comment ils peuvent contribuer à l'améliorer
- Valoriser le partenariat Afrique UE en s'appuyant sur la coopération de l'UE avec la République du Congo
- Sensibiliser les jeunes aux impacts de la coopération UE-Afrique et particulièrement de la coopération UE-Congo

Principales étapes du concours : lancement du concours (5-25avril) ; présélections (2 mai) ; auditions des finalistes (22 mai) ; présentation des lauréats (29 mai) ; exécution des projets (mi-juin - fin septembre 2017). Nombre de dossiers reçus : 25. Nombre de finalistes : 8. Nombre de lauréats : 5. **Chaque équipe recevra une somme de 500 000 FCFA pour la mise en œuvre de son projet.**

Composition du Jury : M. Claude Bochu (Premier Conseiller UE) ; M. Mahamat Aly Elhadj (Premier Conseiller Ambassadeur du Tchad au Congo) ; Mme Scholastique Dianzinga (Chef du Service de la Coopération Universitaire - UMNG) ; Mme Olga kabanabandza (Coordonnatrice du programme concerté pluri-acteurs-PCPA) ; M. Licius Karenzo (Chargé de Missions, Représentant et Responsable Espace Volontariats - Association France Volontaires)

Contact : Azaad MANTE, Chargée de Presse et de Communication - Mail : Azaad.MANTE@eeas.europa.eu - Tél. : 05 500 54 00/06 973 65 33
Site web : https://eeas.europa.eu/delegations/congo-brazzaville_fr - Page facebook : <https://www.facebook.com/ducongobrazza>



Dans le jardin de la Délégation, les représentants des 5 projets sélectionnés, aux couleurs de l'UE, arborent fièrement leurs « passeports » de jeunes ambassadeurs et les sacs à dos qui leur ont été offerts par la Délégation de l'Union européenne. De G à D : Ateliers Sahn, Collectif Elili, EAD, MK Comedy et Espoir & Vie.

CENTRAFRIQUE

De nombreuses violations de droits humains pourraient constituer des crimes de guerre et contre l'humanité

Dans un rapport conjoint présenté mardi, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA) ont documenté les massacres de grande ampleur et autres violations graves des droits de l'homme survenues en République centrafricaine (RCA) entre 2003 et 2015.

Le rapport, cité par l'ONU dans un communiqué publié mardi, souligne que beaucoup de ces violations qui ont eu lieu durant les multiples conflits successifs qu'a connus la RCA pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. « Nous savons que la publication de ce rapport inquiète certaines personnes », a déclaré le Sous-secrétaire général des Nations unies aux droits de l'homme, Andrew Gilmour, actuellement en visite officielle en RCA. « Nous parlons de ceux qui ont commis certaines des violations les plus abominables, qui sont désormais conscients que leurs actions ont été observées et soigneusement documentées ».

Le rapport du HCDH et de la Minusca recense les graves violations du droit international relatif aux droits de l'homme et au droit international humanitaire commises par des forces gouvernementales successives et divers groupes armés locaux et étrangers, ainsi que par des forces de défense internationales et étrangères.

Mandatée par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'étude décrit en détail 620 incidents, dont des récits effroyables de villages entiers brûlés dans le cadre de campagnes de représailles; des récits de viols collectifs de femmes et de filles parfois âgées d'à peine cinq ans; des exécutions extrajudiciaires; des décès suite à des cas de torture ou de mauvais traitements dans des centres de détention; des violences graves contre les personnes en raison de leur religion, leur appartenance ethnique ou leur supposée affiliation à des groupes armés; le recrutement de milliers d'enfants par des groupes armés; et des attaques contre des acteurs humanitaires et des Casques bleus.

L'instabilité régionale et les conflits internes dans les pays voisins ont alimenté les conditions précaires du pays, en particulier par la circulation d'armes et de groupes rebelles à travers ses frontières poreuses, ajoute le rapport. Le rapport « révèle les souffrances considérables de la population de ce pays riche en minéraux qui est parmi les plus pauvres au monde », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

« Les conflits successifs ont engendré de multiples processus de paix, mais tant que l'impunité règne, ce terrible destin - dans lequel chaque groupe armé commet des actes de violence épouvantables - risque de perdurer », a déclaré le représentant spécial de l'ONU en RCA et chef de la Minusca, Parfait Onanga-Anyanga.

Xinhua

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

Les chefs de quartier sensibilisés aux violences faites aux femmes

Les Organisations non gouvernementales, Azur développement ; Action de solidarité internationale (Asi) ainsi que le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement ont échangé le 31 mai, avec les responsables de l'arrondissement 4 Mougali, sur les formes de violences faites aux femmes et aux enfants

L'échange a démarré à Brazzaville et Pointe-Noire, le 26 mai, et prendra fin le 13 juin. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de « renforcement de la société civile et des acteurs étatiques pour améliorer le respect des droits des filles et des femmes congolaises », financé par l'Union Européenne.

Au cours de cet échange, les chefs de quartier ont été éduqués sur l'objectif de l'atelier, les types de violences faites aux femmes et aux enfants, le cadre juridique et l'importance du guichet unique. Un autre temps fort a été celui de l'échange sur les violences.

Elvire Ngondo du ministère de la Promotion de femme a défini la violence avant d'énumérer les formes de violences et leurs conséquences. Parmi celles-ci, l'on compte les violences psychologiques, physiques, sexuelles et économiques.

Selon elle, toutes les formes de vio-



Les chefs de quartier éduqués sur les violences (Adiac)

lences ont des conséquences néfastes chez la femme et l'enfant. Face à cela, les chefs de quartier devront détecter les victimes afin de les orienter vers les services habilités, le guichet unique pour une prise en charge complète.

Elle a, en outre, expliqué que l'Etat a prévu des sanctions pénales pour les violences exercées sur les femmes et les enfants. D'après les articles 309 et 311 du code de la famille, la loi a prévu des peines et amendes.

La coordonnatrice de l'Action de solidarité internationale, Pauline Ducos, a expliqué que l'atelier permet aux chefs de quartier de se familiariser avec leur approche, de découvrir les projets de ces ONG et de comprendre les différentes formes de violences.

Le projet de renforcement de la société civile et des acteurs étatiques pour améliorer le respect des droits des filles et des femmes congolaises est conçu

sur trois axes : la sensibilisation, la protection et le plaidoyer.

Les activités de sensibilisation poursuivies, seront réalisées dans les arrondissements ; en faveur des femmes vulnérables; dans les écoles ainsi que dans les centres de santé.

« Toutes personnes victimes des violences pourront venir au guichet unique et recevoir gratuitement un appui psychologique, médical et juridique », a déclaré Pauline Ducos.

La secrétaire générale de la mairie, Aurélie Makosso, a loué l'initiative de ces ONG avant de demander aux responsables de son arrondissement de s'approprier l'initiative pour améliorer leurs connaissances. Cette initiative, souligne-t-elle, permettra de vulgariser les dispositions prises par l'Etat pour lutter contre toutes formes de violences faites aux femmes et aux enfants.

Lydie Gisèle Oko



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



BAC GÉNÉRAL

Les épreuves lancées dans tout le pays y compris dans le Pool

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, qui a lancé officiellement le 31 mai les épreuves au lycée Chaminate de Brazzaville a souligné la nécessité de préserver l'intégrité du baccalauréat

Les 82 860 candidats, dont 59 382 officiels et 23 478 libres inscrits cette année, ont démarré hier matin les épreuves écrites du baccalauréat, session de mai 2017 à travers toute l'étendue du territoire national. A Brazzaville, ils sont 43 157 candidats dont 30 917 officiels et 12 240 libres, répartis dans 91 centres. Pour encourager les différents candidats, le Premier ministre qui a lancé les épreuves de Mathématiques, pour toutes les séries, à Chaminate, s'est rendu également aux centres de Nganga-Edouard, dans le 3^e arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto. « C'est une première qu'un Premier ministre puisse se déplacer. Vu le contexte, il était bon quand-même que le gouvernement vienne, au niveau le plus élevé, pour encourager les élèves à passer le bac dans de bonnes conditions parce que l'Etat a pris toutes les dispositions pour que l'examen se passe dans tous les centres. Cela nécessite une meilleure organisation, beaucoup de sérieux, tenant compte de l'expérience passée, nous avons tenu à ce que nous nous assurions que ce bac a été bien organisé et c'est le cas », a indiqué Clément Mouamba. S'adressant aux candidats et



Le Premier ministre Clément Mouamba lançant les épreuves du Bac (Adiac)

autres acteurs impliqués dans l'organisation du baccalauréat, le Premier ministre a précisé que le Congo n'avait plus besoin de faire des diplômes bidons et ne voulait plus de la tricherie. « Nous voulons que le bac soit un examen crédible, c'est bon pour le pays, pour la famille, pour les enfants et leur avenir. L'année dernière les choses se sont bien passées, cette année nous souhaitons également que l'intégrité du bac soit préservée parce qu'il s'agit de

vos avenir. Les épreuves sont-là, nous venons de les ouvrir, ces documents n'ont pas connu un pillage, on vous demande de faire fonctionner vos cerveaux, votre conscience », a demandé le chef du gouvernement. Encourageant le ministre en charge de l'Enseignement général et ses équipes qui ont œuvré pour la bonne tenue de cette session dans les délais, Clément Mouamba a également rappelé que sa présence est un symbole qui signifie

que le pays fonctionne. Ce sera également le cas, a-t-il conclu, pour le baccalauréat

dont 725 officiels et 239 libres, issus des quatre lycées : Kinkala, Mindouli, Ngabé et Kintelé. Le ministre Anatole Collinet Makosso qui a poursuivi la ronde dans les centres de Brazzaville, notamment à Fraternité, Lumumba, A A Neto, Révolution et Kintelé a apaisé les inquiétudes des populations sur la situation du Pool. « Vous remarquez déjà qu'au niveau du lycée de Kintelé, l'examen se déroule normalement, même chose pour Ngabé et je peux vous rassurer qu'il en est de même pour les lycées de Kinkala et de Mindouli. D'après le rapport que je viens de recevoir, il y a une huitaine d'absents à Kinkala, pour la plupart des candidats libres, qui ont été repérés à Brazzaville et nous les avons aidés à passer leur examen au centre de la Fraternité », a-t-il indiqué.

À Brazzaville, les épreuves ont été lancées en présence des ministres de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, ainsi que celui de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga tandis qu'à Kinkala, elles ont été lancées par le préfet du département du Pool, Georges Kilebé, tandis qu'à Mindouli où il y a 404 candidats le coup d'envoi a été donné par les autorités locales, notamment le sous-préfet et l'administrateur-maire.

Parfait Wilfried Douniama

technique dont les épreuves écrites démarrent le 6 juin prochain.

Le Pool présente 964 candidats

Bien que victime d'une crise sécuritaire depuis plus d'une année suite aux attaques multipliées des Ninjas Nsiloulous de Frédéric Bintsamou « alias Pasteur Ntoumi », le département du Pool n'est pas exclu de l'organisation du baccalauréat cette année. Le département a présenté 964 candidats

EMERGENCE ÉCONOMIQUE

Louis Bakabadio prône un changement du logiciel mental

L'économiste Louis Bakabadio vient de publier aux éditions Cesbc un essai intitulé : « Le grand remplacement : le nouveau paradigme de l'émergence économique en Afrique ». Dans cet ouvrage de 119 pages, l'auteur jette les bases d'un changement transformationnel fondé sur des valeurs de l'école, la citoyenneté, le système productif...

Parlant de grand remplacement, l'auteur renvoie à un changement positif qui dépouille l'acteur politique, l'acteur économique et le citoyen lambda, des obstacles mentaux qui les maintiennent dans le déni de démocratie, le déni de l'économie et le déni de développement.

« Le grand remplacement consiste à changer le logiciel mental des Congolais. Dans la pratique, cela re-

vient à changer le rapport à quelque chose, à changer des habitudes, à changer la manière de penser, à changer la manière de faire », précise l'auteur.

L'analyse de l'existant qu'il faut remplacer, ajoute-t-il, porte sur les grands traits qui constituent le cœur de la société congolaise, notamment des valeurs de l'école, la citoyenneté, le rapport avec l'argent, le système productif...

L'auteur se montre critique vis-à-vis des politiques conduites par les gouvernants en matière de développement et de gestion des entreprises publiques, notamment la Trilogie déterminante des « Trois Co » codétermination, codécision et coresponsabilité.

Pour le docteur ès sciences économiques, toutes les intentions stratégiques employées depuis l'indépendant jusqu'à aujourd'hui, n'ont pas produit les effets escomptés. « Leur dénominateur commun est qu'elles (stratégies) réinitialisent le système Congo, sans le

changer », a-t-il estimé.

L'une des clés de l'émergence du Congo, c'est l'érection d'une école « branchée », avec un environnement numérique éducatif doté de jouet numérique, cartable numérique, classe numérique, université numérique et filière numérique.

La mission essentielle de ce modèle d'école devrait former chaque citoyen, en fonction de l'apprentissage des sciences et techniques qui sont de sa compétence, afin qu'il soit utile à la société.

À ce propos, Louis Bakabadio insiste sur l'investis-

sement agricole comme une solution au problème de sous-alimentation et de chômage chez les jeunes.

« La terre offre des opportunités de production à haute intensité de main-d'œuvre, non seulement pour la subsistance, mais aussi pour la promotion sociale car la production agricole permet d'occuper des créneaux porteurs en matière d'offre de biens alimentaires », pense l'auteur, indiquant qu'il s'agit d'une réponse causale du genre pétrole-agriculture-développement.

Fiacre Kombo

FRAUDE SCOLAIRE

L'Apeec appelle les parents et les candidats à plus de responsabilité

L'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec), dirigée par Grégoire Epouma, a dégagé le 29 avril à Brazzaville, des orientations nécessaires pour le déroulement des examens d'Etat, et a interpellé la responsabilité des pères, mères de familles ainsi que celle des élèves candidats.

L'appel de cette organisation fait suite à la publication par le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire du nouvel arrêté n°3949/MEPSA/MJDHPPA du 26 mai 2017 fixant les modalités de répression de la fraude aux examens d'Etat du secondaire.

Dans la déclaration rendue publique par Kimona Benjamin Mimmo, secrétaire général de l'Apeec, il est interdit aux enfants candidats de sortir des domiciles ce 31 mai 2017, jour butoir des épreuves écrites du baccalauréat, avec des téléphones portables, tablettes, ordinateurs et calculatrices programmables.

Cette organisation de la société civile conseille aux parents de s'abstenir et d'éviter fermement de participer à la vente organisée des épreuves fictives à la veille des



Le bureau de l'Apeec en séance de travail (Adiac)

examens d'Etat ainsi que durant le déroulement des épreuves écrites. Ajoutant que ces derniers doivent également rejeter toute proposition monnayée allant dans le sens de substituer irrégulièrement des copies d'examen ou tout injection de fiches d'anonymat venant de

l'extérieur pendant la saisie informatique des notes.

Selon l'esprit de cette déclaration, les pères et mères de familles devraient exercer non pas une délation gratuite mais un contrôle citoyen responsable, factuel à tous les niveaux afin d'épargner aux

enfants candidats des efforts supplémentaires pour les sessions de rattrapage.

Par contre, l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) avertit les candidats aux examens de ne pas céder aux marchands d'illusion ou autres

formules périlleuses en rejetant automatiquement toute fuite d'informations ou de matières avant ou pendant le déroulement des examens d'Etat.

Elle recommande aux candidats de se rendre dans les différents centres d'examens pour vérifier leurs noms et salles sur les listes affichées et de ne pas s'engager à la transhumance organisée ainsi ; de refuser d'émarger sur les fiches de présence sans remettre au préalable leurs copies d'examen.

De même, l'Apeec prévient ces candidats de ne pas échanger les brouillons d'épreuves en salle avec d'autres candidats ; d'intérioriser les dispositions des articles 2,3,4,5 et 6 de l'arrêté n°3949 du 26 mai 2017.

Au nom de la refondation du système éducatif congolais, l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) exhorte le gouvernement et ses partenaires à vulgariser l'arrêté n°3949 du 26 mai 2017 et à publier le rapport d'enquête de la fraude lors du baccalauréat de juin 2015, ayant conduit à l'annulation de cette session et quelques arrestations.

Fortuné Ibara

RELIGION

Seize jeunes congolais élevés au grade de diacre et d'évangéliste

Seize fidèles de la Communauté Christ-Amour (CCA) ont été ordonnés diacres le week-end dernier à Brazzaville, à la suite de la célébration le 25 mai de la fête de l'ascension.

Le responsable de cette Communauté, le révérend Roland Stève Ngouani a indiqué que les seize diacres ont suivi une formation intense sur le respect des principes religieux. Grâce à cette formation, les heureux promus ont été classés et reconnus parmi les élites de Dieu et sont désormais capables de défendre sa doctrine. « Nous avons profité de cette journée inoubliable reconnue au niveau international comme celle de la montée miraculeuse et glorieuse de Jésus-Christ au ciel pour élever ces jeunes hommes et filles au rang supérieur », a dit l'homme d'église.

Par ailleurs, pour le pasteur Roland Stève Ngouani, le choix porté sur ces jeunes, estime le pasteur Roland Stève Ngouani, n'est pas un hasard, mais un appel de Dieu qui tient bien compte de leur vocation, de leur fidélité, de leur témoignage et de la vision optimiste que dispose ces jeunes pour l'œuvre de Dieu et à le servir jusqu'au bout.

« Ces jeunes repartis en trois catégories, notamment dix servantes, trois diacres et trois évangélistes seront désormais reconnus par la communauté chrétienne. Car, leur élévation est un acte qui témoigne de leur volonté de porter la croix.



Une vue des heureux promus (DR)

D'autant plus, la croix est synonyme de souffrance et elle n'est pas pour aller dominer sur le monde et escroquer mais, pour servir l'Eternel en respectant scrupuleusement les principes

bibliques », a rappelé le pasteur, précisant que pour être consacré, il faut avoir reçu un appel, faire preuve de vocation et subir une formation. Cependant, pour y arriver le candidat passe dans une

commission ordinatrice et conservatrice. « C'est pourquoi pour officialiser les ordres, la procédure prend du temps », a conclu, le responsable de la CCA.

Guillaume Ondzé

Ministère de Transport, de l'aviation civile et de la Marine marchande

STOP AUX ACCIDENTS



Le ministère de Transport, de l'aviation civile et de la Marine marchande lance à partir du samedi 3 juin 2017 une campagne nationale de sensibilisation sur la sécurité routière avec l'appui technique de la société LD Mobile Congo. Cette première phrase de sensibilisation s'articule autour de trois thèmes suivants : l'alcool au volant, la vitesse et la ceinture de sécurité.

Cette campagne de sensibilisation sur la sécurité routière dont le spot sera diffusé quotidiennement à la télévision nationale a pour slogan : « sécurité routière, soyons tous responsables ».

Le parrain de la campagne de sécurité routière est la première société de téléphonie mobile au Congo, MTN, qui, grâce à son leadership fera bénéficier d'une importance couverture médiatique sur les réseaux sociaux ainsi que l'envoi de messages de sensibilisation à l'ensemble de ses abonnés.

Cette campagne de sécurité routière sera composée de quatre phases. Nous y reviendrons prochainement.

JOURNÉE MONDIALE SANS TABAC

Le Congo renforcera sa lutte anti-tabac

« Le pays se propose d'adopter incessamment les textes d'application de la loi relative à la lutte anti-tabac et d'octroyer une ligne budgétaire dédiée exclusivement à cette fin », a fait savoir la ministre de la Santé et de la population Jacqueline Lydia Mikolo lors de la journée mondiale sans tabac, le 31 mai, célébrée sur le thème : « Le tabac, une menace pour le développement ».

La loi 12-2012 du 4 juillet 2012 sur la lutte anti-tabac avait déjà été promulguée. Il ne reste plus que les textes d'application qui sont d'une grande nécessité dans cette lutte, car les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indiquent que d'ici à 2020, le tabac sera la principale cause de décès et d'incapacité, avec plus de 10 victimes par an. Le tabagisme entraînera alors plus de décès à travers le monde que l'infection par le VIH/Sida, la tuberculose, les accidents de voiture, les suicides et les homicides combinés, a expliqué la ministre de la Santé et de la population. Au plan local, Jacqueline

Lydia Mikolo a rappelé que selon le rapport d'enquête par grappe et indicateur multiple, le taux de prévalence du tabagisme est de 8% de la population. En milieu scolaire, par ailleurs, les enquêtes de surveillance du tabagisme réalisées en 2009 chez les jeunes de 13 à 15 ans et le personnel enseignant ont montré que la prévalence tabagique était de 15,4%. « L'OMS estime que cette dernière prévalence atteindra 39% d'ici à 2025 si rien n'est fait par les pouvoirs publics », a-t-elle indiqué tout en soulignant les mesures institutionnelles, juridiques et opérationnelles déjà prises par le gouverne-

ment pour endiguer l'épineux problème. Il s'agit, entre autres, de la création d'un comité technique interministériel de lutte anti-ta-



La ministre de la Santé prononçant son discours lors de la journée mondiale sans tabac./Adiac

bac depuis 2010, de l'existence d'une taxe spécifique sur le tabac depuis 2013... Ces mesures méritent d'être renforcées.

La représentante de l'OMS au Congo, Fatoumata Binta

Diallo, a pour sa part salué les efforts du gouvernement qui avait ratifié la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en janvier

espérons que ces efforts vont se poursuivre », a déclaré Fatoumata Binta Diallo.

Par ailleurs, la ministre de la Santé et de la population a

souligné : « Le tabac est une menace pour nous tous, il tue le fumeur et le non-fumeur, notamment l'entourage qui est un fumeur passif ».

Rominique Nerplat Makaya

SANTÉ

L'Université Marien-Ngouabi organise les premières journées congolaises des sciences biomédicales

Haut lieu d'échange d'expériences entre praticiens, les rencontres organisées les 30 et 31 mai au rectorat de Brazzaville visent notamment à promouvoir la pratique des sciences biomédicales ; contribuer à la formation continue des participants ou des praticiens ; promouvoir l'éthique et la déontologie dans le domaine des sciences biomédicales

cées sur le thème : « Place des sciences biomédicales dans la lutte contre la maladie ». Il s'agit d'une rencontre ouverte aux décideurs, enseignants, doctorants, étudiants inscrits en licence, master dans la Faculté de sciences de la santé (FSSA) et celle des sciences et techniques, les chercheurs ainsi que les professionnels en sciences biomédicales des structures de santé

logie, l'immunologie, la biologie moléculaire et la bioéthique. Les laboratoires GSK animeront également un symposium sur la bio résistance aux antibiotiques. Les résultats attendus étant la connaissance des difficultés et opportunités de la partie des sciences biomédicales ; l'adhésion des praticiens au projet de la création de la Société congolaise des sciences biomédicales.

formation. Ceci avec la création des parcours Master et formation doctorale à la FSSA et des enjeux liés au secteur de la recherche ainsi que de l'exercice de la profession de biologistes et disciplines apparentées. « Autant, il existe une diversité de disciplines dans les sciences fondamentales appliquées à la médecine, autant les sciences biomédicales interviennent dans toutes les étapes de la lutte contre la maladie ; de la recherche pour la mise au point d'un vaccin jusqu'à l'évaluation du traitement. Le professionnel en sciences biomédicales, par rapport au clinicien ou au médecin traitant, peut être assimilé au cameraman qui travaille dans l'ombre », a-t-il souligné. La pratique des sciences biomédicales nécessite un environnement approprié.

Ces assises sont organisées quelques jours après la publication des résultats de l'étude sur la consommation des antibiotiques au Congo qui n'épargne pas le pays de la résistance à ces produits. Cette étude remet également en cause la qualité des résultats des diagnostics posés dans les grandes structures sanitaires tant publiques que privées. Le Pr Jean Félix Peko a regretté le fait que les laboratoires des hôpitaux, des écoles de formation et des établissements de recherche au Congo restent le parent pauvre du système de santé et de recherche dans le pays.

Atteindre des résultats concrets

Le ministre de l'Enseignement supérieur a, de son côté, rappelé que l'organisation de ces rencontres à travers la FSSA témoigne de l'ambition de l'Université Marien-Ngouabi de se doter d'un instrument de formation continue et des spécialistes de haut niveau dans le domaine des sciences biomédicales et de contribuer ainsi à mieux cerner la complexité de la compréhension des mécanismes physiopathologiques du vivant. « La tenue de ces premières journées des sciences biomédicales, à travers des sujets et des thématiques scientifiques complexes et variés, constitue au fond une occasion unique pour mobiliser tous les professionnels en santé autour de réflexions sur les enjeux actuels des sciences biomédicales. Elles participent ainsi à la mise en œuvre du programme du gouvernement », a indiqué Bruno Jean Richard Itoua.

Il a, enfin, souligné que les sciences biomédicales et l'ensemble du domaine de la santé devraient continuer à s'enrichir par la mise en place permanente des équipes de recherche pluridisciplinaires. Afin, dit-il, de colliger toutes les parties prenantes nécessaires à l'atteinte de résultats concrets pour le bénéfice des Congolais souffrant des pathologies encore placées sous des explications non scientifiques.

Parfait Wilfried Douniama



Bruno Jean Richard Itoua posant avec les officiels (Adiac)

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a lancé le 30 mai les Premières journées congolaises des sciences biomédicales, pla-

publiques et privées. Au programme : des communications orales et affichées allant de la microbiologie à la génétique en passant par l'anatomopatho-

Selon le président du comité scientifique d'organisation, le Pr Jean Félix Peko, ces journées sont la conséquence de la mutation dans le domaine de la

INDUSTRIE DU CIMENT

Dangote cement amorçe sa phase de production au Congo

Débutée en 2014, la construction de la cimenterie Dangote cement Congo SA, l'une des plus grandes du pays en matière de capacité de production, entrera dans sa phase opérationnelle en juillet, en attendant le début de la production du clinker fixé en ce mois de juin.

D'un coût global de 133 milliard de francs Cfa, selon son directeur général, Ganpathy Balasubramanan, ce projet intègre le plan d'extension de ce groupe nigérian, l'un des géants de l'industrie cimentière en Afrique subsaharienne.

Totalement intégré dans dix pays dont plusieurs en Afrique, notamment au Congo où il s'est nouvellement implanté, le Groupe Dangote

En République du Congo, où sa capacité de production est fixée à 1,5 million de tonnes par an, Dangote cement Congo SA située dans la localité de Yamba, dans le département de la Bouenza (sud du pays), son usine s'étend sur une superficie de 2,72 kilomètres carrés et dispose d'une carrière de 80 kilomètres carrés. Véritable vivier d'emplois pour les Congolais, cette industrie qui a pu



Des équipements de haute technologie (Adiac)

cement œuvre dans une dynamique de création d'emplois, le renforcement de la demande nationale en matière de ciment et le développement socio-économique des populations.

favoriser la création de 1600 opportunités d'emplois dans sa phase de construction compte actuellement, pour son démarrage, un effectif de 300 employés dont une vingtaine d'expatriés composés en grande par-



Chaîne de production de l'usine de Yamba (Adiac)

tie d'Indiens, Nigériens, et Camerounais.

« Ce chiffre est appelé à accroître dès l'entrée en production de notre usine. Car, outre le personnel technique, il y a aussi les chauffeurs des camions de distribution de nos produits sur l'ensemble du pays », a indiqué à la presse le directeur général de l'usine, Ganpathy Balasubramanan.

Dans sa phase opérationnelle, Dangote cement Congo produira un ciment de type 42.5 et 32.5 de qualité supérieure disponible dans des sacs de 50 kilos, d'une tonne et même dans des camions silo.

Une technologie de pointe digne des ambitions

À l'instar des autres cimenteries du Groupe dont la production cimentière au niveau africain est de l'ordre de 29,25 millions de tonnes par an, soit 11 millions de tonnes pour la seule cimenterie d'Obajana au Nigéria, Dangote cement Congo se fixe comme objectif de toucher la vie des populations. Pour ce faire, l'usine de Yamba dispose des équipements de

haute technologie alliant tout à la fois la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution.

De fabrication européenne, pour la plupart, notamment d'Allemagne, de France, du Danemark, mais aussi de la Chine, l'ensemble de ses équipements contribuent à garantir la qualité du produit et au rayonnement de ce Groupe au niveau international.

Du point de vue environnemental, la cimenterie s'est dotée de cinq catalyseurs de gaz, de brûleurs de haute qualité, des appareils de contrôle de la poussière, de refroidissement du clinker et de contrôle d'émission de gaz allant jusqu'à 30 mg de nitrate. De même, pour assurer la quiétude et le bien-être des populations locales, Dangote Cement Congo SA s'est équipée des appareils de nuisance sonore, des stations de traitement des eaux avec deux cuves dont la capacité de stockage est de 2000 et 500 mètres cubes, ainsi que d'un centre de traitement et de distribution d'eau potable.

En vue de garantir une production journalière de ciment dont la demande est de plus en plus

constante, l'usine s'est dotée d'un poste électrique de 110/11 KV connecté au circuit de distribution de la Société nationale d'électricité.

Un Groupe panafricain tourné vers la dynamisation de l'économie

Totalement intégré dans plusieurs pays d'Afrique, Dangote cement group, ce géant industriel œuvre non seulement pour la création d'emplois dans les pays où il est implanté, mais contribue également au développement de l'économie nationale.

Ainsi, outre la production du ciment dans les pays tels que le Bénin, le Ghana, le Sénégal, le Cameroun, la Tanzanie, la Zambie, l'Éthiopie et bientôt le Congo, ce groupe intègre dans sa chaîne de valeur, notamment au Nigeria, plusieurs autres produits tels que le sel, le sucre, les pâtes alimentaires, la tomate...

Cette extension de sa gamme se fixe comme mission de toucher la vie des populations en subvenant à leur besoin de base, que ce soit en matière d'alimentation et de logement.



Vue de la façade principale de l'usine de Yamba (Adiac)

INTERVIEW

Tobias Badila : « C'est une étape importante de ma vie d'homme et de joueur »

Calme et souriant, Tobias Badila a livré ses impressions aux Dépêches de Brazzaville : son bonheur d'être présent dans le groupe des Diables rouges pour participer à un projet sportif et humain qu'il aborde avec autant d'ambition que de raison.

Les Dépêches de Brazzaville : Tobias, après deux jours complets au sein du groupe, quelles sont tes premières impressions ?

Tobias Badila : J'ai l'impression d'être arrivé dans un groupe qui vit bien ensemble et je dirai même une famille. J'essaie de trouver ma place dans cette famille et de gagner ma place pour le match du 10 juin contre la RDC.

LDB : Ce groupe est pourtant neuf, car tu n'es pas le seul nouveau joueur, sans compter les « revenants », qui n'avaient plus été sélectionnés depuis assez longtemps. C'est un signe positif pour le nouveau cycle qui se dessine ?

T.B : Tout le monde adhère au projet : participer à cette CAN 2019. J'ai effectivement compris que l'équipe évolue, se reconstruit. A nous de bien travailler pour atteindre nos objectifs et maintenir une dynamique favorable.

LDB : Tu es surpris des conditions d'organisation de ce stage, ici à Lisses ?

T.B : Non, pas vraiment : on m'avait parlé de l'organisation autour de l'équipe, mais aussi des infrastructures au Congo, comme le complexe sportif de Kintélé.

LDB : Tu avais dit, lors des premières sollicitations du Congo, que tu viendrais lorsque tu aurais trouvé ta place en club : te voilà après une saison pleine. C'est donc une démarche réfléchie et planifiée pour toi ?

T.B : Les contacts avaient débuté avec Salomon (Bambendzé, de la cellule européenne), mais ensuite, lors de ma première convocation, l'année dernière, je n'avais pas eu le coach (ndlr, Pierre Lechantre) de vive voix. Là, le fait que le sélectionneur m'appelle, m'explique le projet, ça a aussi joué favorablement. Il m'a parlé d'évolution, en tant que joueur mais aussi en tant qu'homme. C'était le bon moment, donc je suis là.

LDB : Cette saison, malgré la relégation, a été positive pour toi, puisque tu finis avec 26 matchs de championnat et 4 en Coupes nationales au compte. Une



Pour Tobias Badila, rejoindre la sélection était une démarche humaine et sportive (Adiac/Camille Delourme)

saison référence ?

T.B : Les saisons précédentes, je ne m'étais pas imposé à mon poste de latéral gauche. C'était mon objectif cette saison, en Ligue 1. Et je crois qu'il est atteint.

LDB : Tu t'es imposé à ce poste de latéral gauche, mais tu as aussi joué dans l'axe (ndlr : 6 rencontres)

T.B : Oui, en Coupe de la Ligue d'abord : contre Nantes, je débute à gauche puis le coach me recentre. Puis contre Monaco, je débute dans

l'axe. C'est un poste que j'ai découvert cette saison, pour dépanner. Comme ça s'est bien passé, le coach m'y a installé. Malheureusement, je me suis blessé (ndlr : claquage, entre le 3 mars et le 14 avril, 6 matchs). C'est un autre poste, très différent.

LDB : Après des premiers matchs réussis, tu as été rattrapé par l'inexpérience du poste, sur certains placements ou relances.

T.B : Oui, j'ai commis des petites erreurs dans le placement, mais pour une première expérience, je dirais que c'est plutôt correct. Alors, c'est évident que je me sens plus à l'aise à gauche, mais là où le coach m'aligne, je m'efforce de faire le maximum.

LDB : Avant de venir, tu suivais cette équipe des Diables rouges ?

T.B : Plus jeune, pas vraiment. C'était un peu loin pour moi. Depuis la prise de contact avec Salomon, ça m'a donné l'envie d'en savoir plus. J'ai suivi de près le parcours à la CAN 2015, ce quart de finale face à la RDC, les récents matchs de qualification pour le Mondial. Maintenant, je suis là et j'espère être sélectionné pour suivre de l'intérieur.

LDB : Tu appréhendes la découverte du football africain, avec, pour commencer, ce stade des

Martyrs probablement hostile ?

T.B : Non, je n'appréhende pas, je suis surtout impatient de vivre cette expérience. Et j'espère qu'on arrivera à mettre en place ce qu'on est en train de préparer durant ce stage.

LDB : Connais-tu le Congo ?

T.B : Je n'y suis jamais allé : ça sera donc une découverte footballistique et humaine. C'est une étape importante de ma vie d'homme et de joueur. Et je suis content de la vivre aujourd'hui.

LDB : Après cette relégation, ton avenir peut-il s'écrire ailleurs qu'à Nancy ?

T.B : Mon avenir immédiat, c'est le match de Kinshasa : tout faire pour y être et y faire un bon résultat. Je n'ai que ça en tête et ça suffit largement : il y a les automatismes à développer, apprendre à bien connaître mes coéquipiers.

LDB : Nancy, c'est un peu le club des Congolais en France...

T.B : c'est vrai qu'il y a un certain nombre de joueurs sélectionnables. Peut-être que mes jeunes camarades seront amenés à nous rejoindre prochainement...

Propos recueillis à Lisses par notre correspondant

Propos recueillis par Camille Delourme

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Cartes de visite
Dépliants

Livres
Calendriers
Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

NECROLOGIE



La famille et les enfants Loubali ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur oncle, père et beau-père, Grégoire Loubali, survenu le 21 mai 2017 à Paris en France.

La veillée mortuaire se tient au, N°809 rue Fila Jean-Baptiste à Makélékélé, vers l'école primaire Mabiála Mâ Nganga (non loin de

la morgue de l'hôpital de base de Makélékélé. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Les enfants Ansi-Obangala (Dydy Rivers et Beau-de); les enfants Mparaga (Jean Claude, Justine Flore et Joëlle), ainsi que les enfants Foulounefo-Peya Arnaud, Mpiga Blanche, Hermine et Opa Vivianne ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, le décès de leur cousine, nièce et soeur Mazela Christelle Ulriche «Mo Christa» survenu le mardi 23 mai 2017 aux environs de 2h00 du matin au CHU de Brazzaville des suites d'une maladie.

Dans l'attente du programme des obsèques qui vous sera communiqué ultérieurement, la veillée mortuaire se tient au quartier Ngamakosso-Château d'eau (terminus grand lavage).



Les enfants Packoth et la famille Likibi informent parents, amis et connaissances du décès de leur père et beau fils, Alain Marie-Médard Packoth, administrateur des SAF à la DGAE et enseignant à l'ENAM, survenu le 22/05/2017 en France.

La veillée mortuaire se tient, N° 88, rue Lénine à Poto-Poto 2. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

STAGE DE LISSES

Repos et récupération le matin avant une grosse séance en fin de journée pour les Diablies rouges

Mardi, 4^e journée de ce stage de préparation à la 1^{re} journée des éliminatoires de la CAN 2019, l'accent a été mis sur la récupération, le repos et les soins. Après un réveil musculaire, le groupe a travaillé en salle avant de se succéder, par groupes en salle de soins.

À 17h30, sous une chaleur raisonnable, avoisinant les 25 degrés, la séance technique a duré une heure trente minutes : des ateliers axés sur les déplacements, vivacité, transmissions et situation de frappes. Jordan Massengo y a pris part, contrairement à Bevic Moussiti Oko et Ravy Tsouka Dozi, libérés pour des raisons professionnelles (plus d'informations à suivre). Alors que les gardiens enchaînaient par une séance spécifique sous la houlette de Guillaume Coffy, l'entraîneur adjoint, Sébastien Migné emmenait les 20 joueurs de champs sur grand terrain. Après une nouvelle série d'ateliers, au cours des-



Opposition disputée entre l'équipe de rouge de Avounou et Bahamboula face à celle de Tsoumou (crédits photo adiac)

quels les Diablies rouges ont fait preuve d'engagement et d'application. S'en est suivie une opposition, avec ligne de hors-jeu haute.

L'équipe rouge, composée de Mouko-Mabiala, Baudry, Loumingou, Badila- Avounou, Oniangué, Ndinga- Bahamboula, Ganvoula, Bouka Moutou.

En face, Kololo-Dikamona, Massengo, Mayembo, N'Ganga-Kifoueti, Binguila, Pambou, Andzouana-Tsoumou, Fodé Les maillots blancs ont mieux

débuté cette opposition, présentant bien les rouges. C'est d'ailleurs Tsoumou qui ouvre le score sur un beau centre d'Andzouana. 1-0 à la pause et quelques changements : Rahavi change d'équipe et prend le flanc droit à la place de Bahamboula qui passe à gauche. Bouka Moutou recule à la place de Badila, recentré, tandis que Loumingou enfile la chasuble rouge.

Les débats s'équilibrent et les rouges finissent par s'imposer 2-1. Durant l'opposition, le sélectionneur use du sifflet pour calmer les ardeurs dans certains duels, pour replacer ou corriger le déroulement d'une action.

Trois éléments sont ensuite restés sur le pré pour quelques séries de coup-francs, à distances variées : Ndinga, Ganvoula et N'Ganga. Avant de rejoindre le reste du groupe dans les bains de glace.

Camille Delourme



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF CONGOLAIS

Raymond Ibata réélu à la tête du CNOOSC

« Nous devons continuer à travailler d'arrache-pied pour que le sport congolais puisse toujours aller de l'avant », a déclaré Raymond Ibata après sa réélection, pour un nouveau mandat de quatre ans, à la tête du Comité national sportif et olympique congolais (Cnosc).



Raymond Ibata, président réélu pour un mandat de quatre ans (Adiac)

Il a, par ailleurs, rassuré que la formation des encadreurs et des athlètes fait partie des grands axes de l'action à mener par le nouveau comité exécutif renouvelé lors de l'assemblée générale électorale tenue le 27 mai à Brazzaville. Dans ce bureau, André Blaise Bolé, ancien 4^e vice-pré-

sident, a été élu à la première vice-présidence. Le président de la Fédération congolaise de gymnastique, ancien membre du commissariat aux comptes, est désormais le 2^e vice-président. La troisième vice-présidence est assurée par Françoise Mahoungou tandis que Micheline Okemba est la 4^{ème} vice-présidente. Ce sont

là les deux femmes du bureau exécutif du Cnosc. Par ailleurs, Jean Paul Ngaloua et Hilaire Toulani Nguuari sont respectivement secrétaire général et trésorier général.

A la clôture des travaux de ladite assemblée, le directeur de cabinet du ministère des Sports et de l'éducation physique, Urbain Akambo, a rappelé au comité exécutif du Cnosc et à tous les responsables des fédérations représentées que l'olympiade 2017-2020 a deux grandes compétitions majeures qui sont des priorités. Il s'agit des Jeux africains 2019 de Malabo en Guinée Equatoriale et les Jeux olympiques de Tokyo 2020. Pour la première compétition, Urbain Akambo a souligné que tout doit être fait de sorte que le Congo puisse rééditer l'exploit des Jeux africains 2015 ou faire plus. Le nouveau bureau du comité national olympique et sportif congolais est donc conscient des multiples défis qui l'attendent.

Rominique Nerplat Makaya

ASSAINISSEMENT

La culture de salubrité peut accompagner les activités d'Averda

De plus en plus il naît soudainement un comportement de salubrité chez les ponténégrins qui ont cessé de jeter les ordures et déchets sur les abords des chaussées mais plutôt dans les bacs à ordures de la société Averda placés ici et là le long des artères de la ville océane.

Ce matin 31 mai à côté d'une petite zone réservée aux paysagistes et fleuristes qui borde une grande artère de la capitale économique, on a surpris un paysagiste qui après avoir extrait des boutures de fleurs des déchets, n'a pas hésité de jeter ces ordures et ces déchets dans un bac à ordures placé non loin de leur lieu de travail. Ce comportement prend corps petit à petit chez de nombreux ponténégrins. Le contraire serait chaque matin après le travail des ouvriers de la société Averda de voir les artères recouvertes des bouts de papiers et autres paperasses qui seraient jetés pêle-mêle. Interrogé sur le comportement qui naît chez les ponténégrins, Fidèle Nioli, habitant de Pointe-Noire vivant dans le quatrième

arrondissement Loandjili donne son avis : « *Tous, nous avons remarqué qu'il y a soudainement un changement positif qui se marie à l'esprit de salubrité, car surtout au centre ville il n'est plus rare de voir certains ponténégrins avec quelques bouts de feuilles en mains de se rapprocher des bacs à ordures pour les jeter à l'intérieur et cela soigne l'image de l'environnement. Ailleurs, on pourrait appeler ce comportement de culture de salubrité, d'où la nécessité de l'encourager. Pour pérenniser un tel comportement, la police avec ses mesures dissuasives est aussi de beaucoup pour rappeler à l'ordre tout contrevenant qui se permettrait de jeter les ordures sur la voie publique* ».

Cependant le même orateur a tout de même signalé l'impatience de certains ponténégrins qui souhaitent voir Averda arriver aussi dans les quartiers populaires au lieu de se limiter seulement au centre ville. Pour terminer, Fidèle Nioli pense que : « *pour pérenniser cet esprit de la culture de salubrité, il serait important que les gens soient éduqués et conscientisés de temps en*



Le fleuriste jette les herbes inutiles dans le bac à ordures d'Averda

temps ».

Sur cette question du déploiement de la société Averda sur tout le périmètre de la ville océane, le président du conseil municipal et départemental de la ville de Pointe-Noire tente de calmer les

esprits en rassurant les ponténégrins. Car pour lui la société a présenté un plan de déploiement qui s'étend sur 6 mois, ce qui revient à dire que les ouvriers de la société seront présents dans tous les quartiers de la ville dans les

prochains mois.

Un autre ponténégrin qui a requis l'anonymat tout en louant l'expertise de la société Averda et le comportement combien admirable des ponténégrins en matière de salubrité qui prennent déjà de la peine à jeter les ordures dans les bacs à ordures n'a pas hésité de faire un clin d'œil sur les rivières et ruisseaux qui traversent de part et d'autre la ville océane. Ces rivières, dit-il, sont dans un état d'insalubrité insupportable. « *A quand le curage de ces rivières ?* », s'est interrogé ce ponténégrin. Les chefs de quartier et de blocs devraient saisir la nécessité de vivre dans un environnement sain en veillant à ce que plus jamais ne sera comme avant où les déchets sont jetés parfois pêle-mêle sur les voies publiques. Notons que le fournisseur mondial de services de gestion intégrée des déchets, Averda, active dans le curage des caniveaux, l'assainissement des chaussées et le nettoyage des voies se déploie depuis près de trois semaines dans la ville océane et le travail est déjà de plus en plus visible et très applaudi par la population.

Faustin Akono

MUSIQUE

Doudou Copa en concert à la place Pigalle de la ville économique

L'artiste musicien Doudou Copa va donner un concert le 3 juin à la place Pigalle, dans la ville de Pointe-Noire. Pendant ce show, il va interpréter les morceaux de son dernier album « Posso », un album qui fait déjà parler de lui. Cet événement sera produit par Willy Tati Bouandji.

Une voix, des textes : voilà l'équivalent de celui qui s'impose aujourd'hui, comme le prodige de la musique congolaise. Auteur-compositeur-interprète, Doudou Copa s'inscrit dans l'héritage de la rumba.

Ses refrains entêtants, ses paroles fines et ciselées, font de lui le digne fils des grands de la rumba congolaise, de Jean-serges Essous à Edo Nganga, de Célestin Nkouka à Kosmos Moutouari et de Youlou Mabiala à Pamélo Mounka.

Aujourd'hui, on ne peut pas parler de la rumba congolaise sans pourtant évoquer le nom de Doudou Copa, car il est non seulement l'une des valeurs sûres de la musique congolaise mais également l'une des étoiles montantes de la nouvelle génération.

De son vrai nom, Bienvenu Dominique Elenga Laka, Doudou Copa a fait des émules dans beaucoup de pays d'Afrique. Il a réinventé la rumba congolaise à sa manière avec un bel élan créatif. Chacun de ses morceaux est un bonheur instrumental où la guitare et la voix se joignent autour des mélodies enivrantes et d'un chant suave. Les mélomanes se laissent envoûter par ses titres, ce qui lui permet d'une part, d'être toujours à la page et d'autre part, à truster le haut du tableau des artistes congolais.

Le 3 juin, Doudou Copa sera dans la ville océane

pour livrer un concert exceptionnel à la place Pigalle. Cet artiste a un vrai sens de la scène, il marque toujours et profondément les esprits des mélomanes en assurant de beaux moments musicaux à la fois intimes et drôles.

Lors de ce concert, les ponténégrins auront



Affiche du concert, crédit photo DR»

la chance de savourer les morceaux de son dernier album « Posso », un joli album qui connaît du succès dans les bacs et qui a permis à l'artiste d'avoir eu accès à tous les tremplins médiatiques, show radio, participations aux émissions télé etc.

Rappelons que Doudou Copa est un artiste qui sait profiter de son charme sur scène, il a expérimenté davantage sa voix, ses mots et ses mélodies pour le bonheur de ses fans. Ce concert du 03 juin, demeure un bon moment de détente musicale très intense et mouvementée.

Hugues Prosper Mabonzo

FESTIVAL AFROPOLITAN NOMADE

Le Congo à nouveau terre du brassage culturel

La 4e édition du festival Afropolitan Nomade a lieu du 14 au 19 août 2017 à Pointe-Noire. Un événement culturel qui va réunir dans la ville océane une vingtaine d'artistes issus de douze pays de l'espace francophone.



L'affiche du festival Afropolitan crédit photo DR»

Initié par l'association Afropolitan de la vedette camerounaise Vanessa Kanga, ce festival est organisé avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). L'événement vise à favoriser le rapprochement culturel. Afropolitan et Akalya, les organisateurs dudit festival vont bénéficier au cours de cette édition de l'apport non négligeable de la direction départementale des arts et lettres de Pointe-Noire et de nombreux partenaires.

L'art et le dialogue au service de la paix, c'est le thème de cette édition autour de laquelle les artistes du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de l'Algérie, de la Belgique, du Canada, du Cameroun vont échanger à travers

les ateliers, conférences et concerts prévus à cet effet.

Le Festival Afropolitan Nomade est une initiative d'Afropolitan, une organisation à but non lucratif qui a vu le jour en Octobre 2011 à Montréal au Canada. Cette organisation a pour mission de développer et soutenir des initiatives, favorisant le rapprochement interculturel, la promotion de l'éducation et l'utilisation de l'art comme moyen d'action. « Afropolitan » propose aussi des activités de formation, de réseautage et de conférences d'experts pour créer un réseau d'artistes engagés et informés des enjeux en lien avec leurs problèmes. Après le Cameroun, Gabon et Bénin, le Congo a été choisi pour abriter la 4e édition dudit festival.

Hervé Brice Mampouya